

| | |
|--|---|
| Cahier des clauses administratives particulières -Commun aux 5 lots | Prestations de nettoyage en région Grand-Est |
|--|---|

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE ET DUREE DES PRESTATIONS | 4 |
| 1.1 Objet..... | 4 |
| 1.2 Durée..... | 4 |
| ARTICLE 2 : MODALITES DE REGLEMENT | 4 |
| 2.1 Prestations forfaitaires..... | 4 |
| 2.2 Prestations hors forfait..... | 4 |
| 2.3 Remise des factures..... | 5 |
| 2.4 Paiement..... | 5 |
| ARTICLE 3 : PRIX..... | 7 |
| 3.1 Prestations rémunérées au forfait | 7 |
| 3.2 Prestations rémunérées au prix unitaire..... | 7 |
| 3.3 Forme et contenu des prix | 7 |
| 3.4 Prix de règlement..... | 7 |
| ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GENERALES DU TIULAIRE | 8 |
| 4.1 Responsabilité et Assurances | 8 |
| 4.2 Information et conseil..... | 8 |
| 4.3 Confidentialité..... | 9 |
| ARTICLE 5 : DECLARATIONS | 9 |
| ARTICLE 6 : TRANSFERT De personnel..... | 10 |
| ARTICLE 7 : PRESTATIONS SIMILAIRES | 11 |
| ARTICLE 8 : PENALITES..... | 11 |
| <i>Manquement dans la réalisation des prestations</i> | 11 |
| <i>Manquement aux approvisionnements d'équipements pour l'agent de nettoyage</i> | 11 |
| <i>Manquement aux engagements environnementaux</i> | 12 |
| <i>Manquement aux engagements sociaux.....</i> | 12 |
| <i>Manquement aux obligations de l'interlocuteur</i> | 12 |
| <i>Manquement à la transmission de la fiche du personnel</i> | 12 |
| <i>Pénalité relative au travail dissimulé.....</i> | 12 |
| ARTICLE 9 : LITIGES..... | 13 |
| ARTICLE 10 : RESILIATION | 14 |
| ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESTATIONS | 14 |
| ARTICLE 12 : CLAUSE DE REEXAMEN..... | 14 |
| ARTICLE 13 DEVELOPPEMENT DURABLE | 14 |
| ARTICLE 15 GARANTIE de continuité et de qualité du service | 16 |
| Article 16 MODALITES de Pilotage du Marché..... | 17 |
| ARTICLE 17 : EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE . | 17 |
| ARTICLE 18 : DEROGATIONS..... | 17 |
| ARTICLE 19 : LITIGES..... | 17 |

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE ET DUREE DES PRESTATIONS

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations de nettoyage des locaux de la direction Grand-Est.

Il est divisé en 5 lots, selon la zone géographique :

- **Lot 1** : Centre de recherches archéologiques et direction interrégionale de Metz, sis 12 rue de Metz (57050);
- **Lot 2** : Centre de recherches archéologiques de Ludres à 90 impasse Henri Becquerel, à LUDRES
- **Lot 3** : Centre de recherches archéologiques de Reims au 28 rue Robert-Fulton à REIMS
- **Lot 4** : Centre de recherches archéologiques de Châlons-en-Champagne ; 11 place Simone Veil, à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE ;
- **Lot 5** : Centre archéologique d'Eckbolsheim. 1 Rue Alfred Kastler à Eckbolsheim.
-

Les spécifications techniques sont précisées dans le CCTP

1.2 Durée

Le marché prend effet pour chacun des lots à compter de sa notification et reste en vigueur pendant une durée de 12 mois renouvelable tacitement 3 fois 12 mois sans excéder la période de 12 mois.

ARTICLE 2 : MODALITES DE REGLEMENT

2.1 Prestations forfaitaires

A la fin de chaque mois, à terme échu, le titulaire établit sa facture correspondant aux prestations réalisées.

Le montant de la facture est égal au 1/12ème du forfait global annuel.

En cas de non-réalisation de la totalité d'un mois, le montant payé sera calculé au prorata des jours réalisés. Ce montant sera calculé sur la base du nombre de jours non réalisés x le prix journalier forfaitaire qui sera déterminé comme suit :

- montant forfaitaire mensuel HT / 21.67 jours mensuels x le nombre de jours non réalisés.

2.2 Prestations hors forfait

A la fin de chaque mois, le titulaire établit une facture pour les prestations hors forfait rémunérées sur la base des prix unitaires.

2.3 Remise des factures

Les factures devront être transmises par voie dématérialisée exclusivement via le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

Lors du dépôt sur le portail Chorus il faudra **obligatoirement** préciser le n° d'EJ et le nom du service qui seront transmis et seront portés en haut et à droite de tous les bons de commande INRAP.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Inrap peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures portent a minima les mentions suivantes :

- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande sur la facture ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, du mandataire, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ;
- l'adresse de facturation si différente de celle du lieu d'établissement du Titulaire ou du mandataire en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ou de livraison ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- la nature des prestations facturées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le lieu de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
- le numéro de TVA intracommunautaire.

L'Inrap se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'Inrap à Paris.

2.4 Paiement

a) Conditions de paiement

Le paiement des prestations s'effectue après service fait, sous réserve des conditions prévues à l'article 5.1 du présent document.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la compatibilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 et 12 du CCAG/FCS et conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et R.2192-12 du Code de la commande publique.

b) Délai de paiement

Le règlement s'effectue dans un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par la personne publique.

La date de réception de cette demande correspond à la notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Le défaut de pièces justificatives, les prix non conformes au marché ou la facture non conforme à la commande ou à la livraison, suspend le délai global de paiement jusqu'à obtention de la totalité des pièces.

La personne publique se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement.

c) Interruption du délai de paiement

Conformément à l'article R.2197-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'Inrap.

Les modalités de mise en œuvre de l'interruption de paiement et du nouveau délai de paiement sont celles prévues aux articles R.2192-28 et R.2192-29 du code de la commande publique.

d) Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité par le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

e) Retenue de garantie et avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies à l'article L2191-2 du Code de la Commande Publique. Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément à l'article R2191-11.

f) Acompte

Les prestations dont la durée est supérieure à trois mois ouvrent droit au versement d'acomptes trimestriels correspondant à la valeur des prestations exécutées auxquelles ils se rapportent.

S'il entend bénéficier d'un acompte, le titulaire adresse une demande d'acompte décrivant les prestations effectuées et leur montant.

Le montant de l'acompte est arrêté par l'Inrap, en tenant compte le cas échéant du remboursement de l'avance ou des pénalités dues.

Les acomptes prévus au présent article ne présentent pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Ils sont versés dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Inrap.

ARTICLE 3 : PRIX

3.1 Prestations rémunérées au forfait

Les prestations rémunérées au forfait sont celles identifiées dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

3.2 Prestations rémunérées au prix unitaire

Les prestations déclenchées par bons de commande seront rémunérées sur la base du bordereau des prix unitaires figurant en annexe de l'Acte d'Engagement.

3.3 Forme et contenu des prix

Les prix indiqués à la DPGF et au BPU sont établis sur la base des conditions économiques du mois Mo, soit **Février 2026**.

Les prix sont réputés :

- inclure toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution de la prestation, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
- tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations normalement prévisibles dans les conditions prévues au présent marché ;
- établis aux conditions économiques du mois précédent la remise des offres, mois Mo ;
- fermes pendant 12 mois à compter de la date de notification du marché puis révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

3.4 Prix de règlement

La formule applicable à la révision des prix fixés au bordereau se définit comme suit :

$$P_n = P_0 (0,15 + 0,85 (IPP_n/IPP_0))$$

P_n = prix révisé

P_0 = prix initial

IPP : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB)
– CPF 81.21 – Nettoyage de bureaux -
Prix de marché – Base 2015 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010546448 CPF
81.21

accessible sur le site [http:// www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr)

La valeur IPP_n de cet indice est la dernière connue et publiée, même provisoire, lors de la révision des prix, soit à la date d'anniversaire de la notification du marché.

La valeur IPP₀ de cet indice est celle du mois précédent la remise des offres, soit **Février 2026**.

Les prix ainsi obtenus sont applicables à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date anniversaire du marché et fermes pour un an. Ils n'ont pas à être constatés par avenant.

L'indice IPP est applicable pour la révision des prix du présent marché ou tout autres indices qui lui seraient substitués par l'Insee.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GENERALES DU TIULAIRE

4.1 Responsabilité et Assurances

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations. En aucun cas, le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Il doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.2 Information et conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil de la personne publique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai la personne publique ou son représentant de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent marché.

4.3 Confidentialité

Le titulaire du marché se reconnaît tenu au secret professionnel et s'engage, ainsi qu'au nom des personnels qui travaillent dans son entreprise, à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, découvertes archéologiques, informations, études et de toute découverte scientifique dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale à ces sujets et toute remise de document(s) à des tiers sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Indépendamment de l'éventuel engagement de sa responsabilité pénale, le titulaire assumera, à l'égard de la personne publique, toutes conséquences de droit, en cas de divulgation des informations confidentielles par ses salariés, ses sous-traitants et leurs salariés.

Le titulaire comme la personne publique s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'autre partie à l'occasion de l'exécution du présent marché, sauf, en cas d'accord écrit donné par la personne publique et/ou par le titulaire, lorsque les informations sont tombées officiellement dans le domaine public, lorsque les informations sont indiquées par la partie qui les communique à chaque communication, comme n'étant pas confidentielles, lorsque les informations sont diffusées au public préalablement à la notification du marché ou lorsque les informations sont intégrées dans le produit.

En cas de manquement aux obligations visées aux alinéas précédents, l'administration se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 5 : DECLARATIONS

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire devra fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. R. D.8222-5-3°) ;
- une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. R. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 Décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

ARTICLE 6 : TRANSFERT DE PERSONNEL

En application de l'article L1224-1 du code du travail concernant la reprise de personnel et de l'**annexe 7** de la convention collective des entreprises, les éléments relatifs à la **reprise du personnel** sont fournis en **annexe IV**. **La reprise du personnel concerne tous les lots.**

Pendant l'exécution du marché, le titulaire de chaque lot doit fournir la liste nominative du personnel et la tenir constamment à jour. La transmission doit se faire à minima une fois par an à chaque GMC des CRA ainsi qu'au GAGI.

Le titulaire est responsable de son personnel, tel que décrit dans le CCAP à l'article « responsabilité ».

Le titulaire doit :

1. Veiller à ce que la liste nominative, précisant la qualification des ouvriers employés à l'exécution des prestations régulières, remise à la personne responsable du marché, soit, à tout moment conforme à la réalité des effectifs.
2. Procéder à une mise à jour permanente des informations communiquées à la personne responsable du marché.

Liste complète de l'effectif du site :

Nom et adresse de l'entreprise :

Nom et adresse du marché :

Nom :

Prénom :

Nationalité :

Adresse :

Date d'embauche déterminant l'ancienneté totale :

Taux de l'indemnité d'ancienneté :

Date de contrôle de l'autorisation de travail du travailleur étranger auprès de la préfecture ainsi que l'autorisation de travail en cours de validité :

Date d'affectation sur le marché :

Nombre d'heures effectuées :

– dans l'entreprise ;

– sur le marché avec horaire habituel (taux horaire correspondant).

Rémunération brute mensuelle correspondant au nombre d'heures travaillées sur le marché :

Nature et montant détaillé des sommes à périodicité fixe avec base de calcul, au prorata des heures travaillées sur le marché.

Il convient d'indiquer dans cette fiche le personnel employé au titre de l'insertion sociale (développé au point (3.2.2.4 « développement durable »).

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté au site devra être en nombre suffisant pour répondre à l'obligation de résultat imposée au titulaire. En cas d'insuffisance de résultat, le titulaire augmentera à ses frais, le nombre de personnes affectées aux tâches objet du présent marché.

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et de protection.

Deux mois avant la fin du marché, le titulaire doit transmettre la liste du personnel à jour. Le non-respect de cette obligation entraîne les pénalités afférentes (v. article 4.4 du présent document « sanctions coercitives »).

ARTICLE 7 : PRESTATIONS SIMILAIRES

Pour chacun des lots et conformément aux dispositions de l'article R2122-7 de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra recourir à un marché public négocié sans publicité préalable ni mise en concurrence avec le titulaire du présent marché. Ce marché négocié aura pour objet des prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le marché principal.

Pour chacun des lots, le montant du marché similaire sera au maximum égal au montant du marché initial (montant forfaitaire et montant maximum de la partie à bons de commande sur 48 mois).

ARTICLE 8 : PENALITES

Toutes les pénalités sont dues et ce quels que soient leurs montants et sans mise en demeure préalable sauf en cas de non-conformité des prestations livrées.

Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour le titulaire.

Les pénalités sont cumulables, leur montant n'est pas plafonné et aucune exonération de pénalités n'est possible, par dérogation au CCAG-FCS

Lors de la constatation, le point de départ des pénalités, débute à compter de la réalisation du retard, de l'évènement ou du manquement. L'information du Titulaire prendra la forme d'un courriel ou d'un courrier en AR ou d'un fax.

Manquement dans la réalisation des prestations

En cas de manquement dans la réalisation, ou la qualité de réalisation, des prestations objet du marché, l'Inrap se réserve le droit d'appliquer des pénalités coercitives à hauteur de 20 euros par mal façon constatée.

Manquement aux approvisionnements d'équipements pour l'agent de nettoyage

En cas de manquements à l'approvisionnement des équipements nécessaires à la réalisation des prestations du marché par le titulaire auprès de son agent de nettoyage, l'Inrap se réserve le droit d'appliquer des pénalités coercitives à hauteur de 20 euros par jour de retard.

Manquement aux engagements environnementaux

En cas de manquements aux obligations de l'article 3.2.2.4.1 (« volet environnemental ») du CCTP, en ce qui concerne les produits, matériels ou consommables, l'Inrap se réserve le droit d'appliquer des pénalités coercitives à hauteur de 10 euros par jour et par manquement, jusqu'à l'apport de la preuve par le titulaire de la cessation du manquement.

Manquement aux engagements sociaux

En cas de manquement aux obligations de l'article 3.2.2.4.2 (« volet social ») du CCTP, l'Inrap se réserve le droit d'appliquer des pénalités coercitives à hauteur de 100 euros, par heure d'insertion non réalisée, jusqu'à l'apport de la preuve par le titulaire de la cessation du manquement.

Manquement aux obligations de l'interlocuteur

Dans le cas où l'interlocuteur dédié par le titulaire :

- Ne répond pas aux mails et appels téléphoniques du pouvoir adjudicateur dans un délai raisonnable de : 48 heures ;
- Ne se présente pas aux contrôles contradictoires dans les conditions fixées au point 4.2 du présent document (« contrôle des résultats par l'Inrap ») ;
- Ne prévoit pas d'interlocuteur de remplacement en cas d'absence (congés/arrêt) dans un délai maximal de 48 heures ;

L'Inrap se réserve le droit d'appliquer des pénalités coercitives à hauteur de 50 euros par jour de retard à compter de la fin du délai raisonnable fixé ci-dessus, jusqu'à accomplissement des obligations mentionnées.

Manquement à la transmission de la fiche du personnel

En cas de manquement aux obligations de transmission de la fiche du personnel inscrites dans le présent document, l'Inrap se réserve le droit d'appliquer des pénalités coercitives à hauteur de 150 euros par jour de retard, jusqu'à transmission de celle-ci.

Pénalité relative au travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail, des pénalités pourront être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités est égal au plus à 10% du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'Inrap pourra soit appliquer les pénalités précitées soit rompre le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

| Nature du manquement | Mode d'application | Montant |
|--|---------------------------|----------------|
| COMMUNICATION | | |
| Non remontée d'information sur le nettoyage (panne, absence d'agent. | Par constatation | 50€ |
| Non présence du prestataire aux réunions de suivi du service avec la collectivité, par réunion | Par constatation | 50€ |
| MATERIELS | | |
| Non remplacement dans un délai de 2 heures d'un matériel de nettoyage en panne | Par constatation | 50€ |
| Utilisation d'un matériel non agréé | Par constatation | 50€ |
| PERSONNEL | | |
| Consignes de sécurité non respectées | Par constatation | 50€ |
| Agent se livrant à du chiffonnage, de la récupération, ... | Par constatation | 50€ |
| Non présentation quotidienne d'un cadre technique pour le nettoyage sur l'ensemble de la plage horaire des prestations | Par constatation | 50€ |
| Absence de personnel comme décrit dans l'offre | Par constatation | 50€ |
| EXECUTION DU NETTOYAGE | | |
| Utilisation de techniques de nettoyage non adaptées à la surface traitée | Par constatation | 50€ |
| Entreposage du matériel sur un site non-autorisé | Par constatation | 50€ |
| Note inférieure ou égale à 2 lors du contrôle du service de nettoyage | Par constatation | 50€ |

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée à l'article 46 du CCAG/FCS.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'Inrap.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La personne publique peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail.

Le marché est alors résilié aux torts du titulaire selon les modalités chapitre V du CCAG/FCS.

Pendant la période comprise entre la décision de résiliation et la date d'effet de la résiliation, l'exécution des prestations devra être poursuivie par le titulaire.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DES PRESTATIONS

En cas de modifications substantielles des prestations, celles-ci devront faire l'objet d'un avenant signé par l'Inrap et le prestataire.

Est considéré comme substantiel tout changement qui modifie de façon significative les conditions de nettoyage prévues dans le cadre du CCTP.

Les modifications substantielles des prestations sont notamment :

- la modification de la fréquence du nettoyage par division ;
- la modification des surfaces ;
- la modification des horaires ;
- les modifications de l'usage des locaux ;
- les modifications physiques des locaux (agrandissement, changement de la nature des sols, déménagement notamment) ;
- augmentation durable du nombre d'agents dans les locaux ;

ARTICLE 12 : CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen. Les modifications concernées sont dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence.

ARTICLE 13 DEVELOPPEMENT DURABLE

Environnemental

Le Titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux fournitures et prestations associées objet du marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Le Titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement.

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le Titulaire s'y conforme et communique à l'Inrap les mesures mises en œuvre.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché à un texte réglementaire ou législatif pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation ou de la législation s'applique à compter de sa date d'effet. Le non-respect de cette obligation peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans indemnité pour quelque chef de préjudice que ce soit.

Par ailleurs, dans le cadre de la bonne exécution du marché le Titulaire s'engage à informer l'Inrap, Via l'adresse mail suivant, service-marches-publics@inrap.fr, en indiquant l'intitulé et le numéro de marché notifié, de toute évolution législative et réglementaire entraînant des répercussions sur les équipements et ou les prestations objet du marché. le Titulaire peut également recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins de l'Inrap. Toute modification fera l'objet d'un avenant.

En outre conformément aux articles 7 et suivants du CCAG FCS portant " Protection de l'environnement, sécurité et santé » : Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur (L'Inrap).

Le titulaire veille à :

- la réduction des prélèvements des ressources ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Social

Conformément aux articles 6 et suivants portant "protection de la main-d'œuvre et conditions de travail" du CCAG FCS : les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité professionnelle temporaire en France sont soumis aux dispositions de l'article L. 1262-4 du code du travail ainsi qu'à celles du second alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- ☐ La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C087, 1948) ;
- ☐ La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C098, 1949) ;
- ☐ La convention sur le travail forcé (C029, 1930) ;
- ☐ La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- ☐ La convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- ☐ La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;

- ☐ La convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- ☐ La convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999)

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'Inrap, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Inrap.

Le titulaire peut demander à l'Inrap, (Via l'adresse mail suivant : service-marches-publics@inrap.fr), en indiquant l'intitulé et le numéro de marché notifié, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

ARTICLE 14 : INFORMATION PREALABLE EN CAS DE REMPLACEMENT DE PERSONNEL

Afin d'assurer la continuité, la qualité du service et la sécurité du site, le Titulaire est tenu d'informer l'INRAP (ou l'entité désignée comme contact de l'acheteur) de tout remplacement de l'Agent chargé du nettoyage ou du Chef de site (ou toute autre fonction identifiée comme essentielle à la bonne exécution du marché) par un nouvel agent.

Cette information doit être transmise par écrit (courriel avec accusé de réception ou tout autre moyen traçable) à minima une (1) semaine calendaire avant la prise de fonction du nouvel agent ou chef de site.

L'information devra préciser :

L'identité du nouvel agent ou chef de site (nom, prénom).

La date effective de sa prise de fonction.

La raison du remplacement (le cas échéant).

ARTICLE 15 GARANTIE DE CONTINUITE ET DE QUALITE DU SERVICE

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la bonne compréhension et la bonne exécution des prestations par le nouvel Agent chargé du nettoyage ou le nouveau Chef de site.

À ce titre, le Titulaire devra notamment :

Assurer une passation de consignes complète et documentée entre l'agent sortant et l'agent entrant.

S'assurer que le nouvel agent ou chef de site a pris connaissance de l'intégralité du CCTP, des consignes spécifiques au site (notamment en matière de sécurité, d'accès et d'environnement informatique), et des procédures d'intervention et de contrôle.

Justifier, sur demande de l'INRAP, des actions menées pour garantir cette bonne prise en main du poste.

ARTICLE 16 MODALITES DE PILOTAGE DU MARCHE

Une réunion annuelle portant sur l'année écoulée est réalisée avec le titulaire. Le rapport annuel sera commenté lors de cette réunion.

Le rapport comprendra :

- Un bilan des prestations de ménage avec des propositions d'amélioration
- La traçabilité du traitement de l'élimination des déchets par la remise de données chiffrées et de rapport annuel comportant les informations des volumes par type de tri.

Les données chiffrées seront les suivantes :

- La désignation des déchets ;
- L'identification officielle du déchet selon le code de la réglementation ;
- La date d'enlèvement ;
- La quantité (rubrique tonnage) ;
- Le référencement du bordereau ;
- L'identification du lieu d'élimination ou de regroupement.
- Le Plan d'Amélioration de la Qualité, proposé à la validation de l'Inrap et faisant apparaître pour chaque proposition les gains à obtenir pour l'Inrap et le titulaire et les propositions de modifications du présent marché à réaliser.

ARTICLE 17 : EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 18 : DEROGATIONS

Par dérogation à l'article 1 du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

ARTICLE 19 : LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable. La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée à l'article 46 du CCAG/FCS. Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'Inrap.